



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ORIENTALES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement**

*DREAL Occitanie*

*Unité Inter Départementale Aude et Pyrénées-  
Orientales*

*Subdivision Environnement Sous-sol des Pyrénées-  
Orientales - Cellule C2*

**Nos réf. : 2023-151-PR**

S:\DREAL\UID\_11-66\66\01\_ENVIRONNEMENT\ICPE\DECHETS\HUILES  
USAGEES\Triadis (ex-Coved)\02-INSTRUCTIONS\2023-02-  
21\_suppression\_rev\_5\_ans\_EDD\2023-09-  
26\_RAAPC\_mise\_a\_jour\_prescriptions.odt

**Affaire suivie par : Gilles MOLES**

**Tél. : 04 34 46 63 69**

**Courriel : gilles.moles@developpement-durable.gouv.fr**

Perpignan le 26 septembre 2023

## **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR L'ENVIRONNEMENT**

**Objet :** Société TRIADIS SERVICES – Demande d'actualisation des prescriptions réglementant l'exploitation d'une installation de transit de déchets dangereux (huiles usagées) à Rivesaltes (AIOT : 0006601484)

**Réf :** Courrier n° ID/OC/11-01-23 du 21/02/2023 de la société TRIADIS SERVICES

**PI :** 1 projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Par courrier cité en référence, la société TRIADIS SERVICES a sollicité, auprès de Monsieur le préfet, une actualisation des prescriptions réglementant l'exploitation de son installation de transit de déchets dangereux (huiles usagées) implantée sur le territoire de la commune de Rivesaltes. Cette demande concerne plus particulièrement l'abrogation de la prescription relative à l'obligation de révision quinquennale de l'étude de dangers du site.

Le présent rapport synthétise l'analyse par l'inspection des installations classées de cette demande au regard de la réglementation en vigueur, et en particulier si celle-ci constitue ou non une modification substantielle au sens de l'article du Code de l'environnement, nécessitant le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation environnementale.

En conclusion de celui-ci, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet les suites administratives qu'il convient de réserver à ce dossier.

## 1. Présentation

La société TRIADIS SERVICES exploite, sur le territoire de la commune de Rivesaltes, une installation de regroupement et transit d'huiles usagées qui constituent des déchets dangereux au sens de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les principales rubriques et activités de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) par lesquelles l'établissement est concerné sont rappelées ci-dessous.

| Rubriques ICPE | Installations/activités  | Régime*  |
|----------------|--|----------|
| <b>2718-1</b>  | Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux pour une quantité maximale d'huiles usagées susceptible d'être présente dans l'établissement de 187 tonnes                                       | <b>A</b> |
| <b>3550</b>    | Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes. | <b>A</b> |

\* A = autorisation

L'exploitation de cette installation est actuellement réglementée par l'arrêté préfectoral du 15/10/2015<sup>1</sup>, mais elle a, initialement, été autorisée par l'arrêté préfectoral n° 373/93 du 18/02/1993<sup>2</sup>.

En application des dispositions de l'article du Code de l'environnement, ce type d'installation, en raison de l'activité de gestion de déchets dangereux, est soumis à l'obligation de constitution d'un montant de garanties financières, dès lors que le montant de ces garanties est supérieur à 100 000 €.

Monsieur le préfet a pris acte que le montant des garanties financières, calculé par la société TRIADIS SERVICES, était inférieur à 100 000 €, et dès lors que la société TRIADIS SERVICES n'était pas, en application des dispositions de l'article R. 516-1 du Code de l'environnement, tenue de constituer des garanties financières.

Par ailleurs, l'établissement est soumis à la directive relative aux émissions industrielles (IED) en raison de son classement au titre de la rubrique 3550 de la nomenclature des ICPE. Pour rappel, la transposition de cette directive européenne en droit français a pour objectif de parvenir à un niveau élevé de protection de l'environnement grâce à une prévention et à une réduction intégrées de la pollution provenant d'un large éventail d'activités industrielles et agricoles, par le biais :

- du recours aux meilleures techniques disponibles pour respecter les valeurs limites d'émission autorisées par la réglementation ;
- du réexamen périodique des conditions de l'autorisation d'exploiter ;

---

1 Arrêté préfectoral n°2015288-0001 du 15/10/2015 autorisant la société TRIADIS SERVICES à poursuivre l'exploitation d'une plate-forme de regroupement d'huiles usagées sur le territoire de la commune de Rivesaltes.

2 Arrêté préfectoral n° 373/93 du 18/02/1993 autorisant la société Biterroise de ramassage à installer et exploiter une station de transit d'huiles usagées et de déchets de peintures et solvants sur le territoire de la commune de Rivesaltes.

- de la remise en état du site dans un état à minima équivalent à celui existant avant sa mise en exploitation, pour les sols et des eaux souterraines.

### 1.1. Renseignements administratifs

|                        |   |
|------------------------|---|
| Dénomination sociale : | TRIADIS SERVICES  |
| Forme juridique :      | Société par actions simplifiée (SAS)                                    |
| Siège social :         | Impasse René Gomez, Z.I. du Capiscol, à VILLENEUVE-LES-BÉZIERS ( 34420) |
| SIREN :                | 384 545 281   |
| Site d'exploitation :  | 3 rue Gaston planté à RIVESALTES (66600)                                |
| Activité concernée :   | Regroupement et transit d'huiles usagées                                |
| Code AIOT :            | 0006601484  |

Localisation du site d'exploitation



### 1.2. La demande de la société TRIADIS SERVICES

La société TRIADIS SERVICES sollicite une actualisation des prescriptions applicables à son installation de transit de déchets dangereux (huiles usagées) de Rivesaltes, et plus particulièrement l'abrogation de l'obligation de réaliser une révision quinquennale de l'étude de dangers de cette installation.

Cette obligation lui est actuellement imposée au travers de l'article 8.1.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 15/10/2015 qui régleme son installation.

La société TRIADIS SERVICES motive cette sa demande par le fait que telle qu'est rédigée la

réglementation actuelle, cette obligation ne s'applique qu'aux installations classées soumises à autorisation seuil bas ou haut (c'est-à-dire les installations classées susceptibles de créer des accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, dites « SEVESO », définies à l'article R. 511-10 du Code de l'environnement). Or, la société TRIADIS SERVICES rappelle que son installation de transit de déchets dangereux n'entre pas dans cette catégorie d'installation classée, puisqu'elle n'effectue pas le transit de substances, préparations ou mélanges dangereux définies dans les rubriques 4100 à 4799, 2760-4 et 2792 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

## **2. Analyse par l'inspection des installations classées**

### **2.1. Rappels réglementaires**

L'obligation de réexaminer périodiquement l'étude de dangers et le cas échéant de réaliser une mise à jour, découle de la directive européenne 2012/18/UE du 04/07/2012 qui a été transposée en droit français par les articles L.515-39 et R.515-98 du Code de l'environnement.

Ces articles concernent les installations qui présentent des dangers particulièrement importants pour la sécurité et la santé des populations voisines et pour l'environnement, dits établissements SEVESO.

L'inspection confirme que les installations de la société TRIADIS SERVICES ne relèvent pas de la réglementation SEVESO et qu'il n'y a pas d'autre disposition réglementaire nationale qui imposerait à la société TRIADIS SERVICES de réexaminer, tous les 5 ans, son étude de dangers.

Par ailleurs le site de la société TRIADIS SERVICES à Rivesaltes comprend un unique bâtiment d'exploitation de 442 m<sup>2</sup> localisé dans une zone d'activité industrielle, équipé de 4 cuves de 32 m<sup>3</sup>, 35 m<sup>3</sup> et 2 x 60 m<sup>3</sup> (soit 187 m<sup>3</sup> au total) utilisées pour l'activité de transit d'huiles usagées. La dernière étude de dangers a confirmé que les dangers étaient maîtrisés et que l'activité exercée et l'environnement du site ne présentaient des risques spécifiques qui nécessiteraient d'imposer une révision quinquennale de l'étude des dangers.

L'inspection des installations classées considère en conséquence que la demande de la société TRIADIS SERVICES est recevable.

### **2.2. Analyse au regard de la définition de « modification d'une installation classées » au sens de la réglementation**

La demande formulée par la société TRIADIS SERVICES n'inclut aucun projet de modification des activités ou de l'installation qu'elle exerce ou exploite à Rivesaltes, ni même des modalités d'exploitation techniques de cette installation. Par conséquent, la demande de la société TRIADIS SERVICES ne constitue pas une modification au sens des dispositions de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement. Il n'y a, par conséquent, pas lieu d'analyser si elle relève ou non d'une modification substantielle au sens des dispositions du paragraphe I de ce même article.

## **3. Conclusion**

Au regard de ce qui précède, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de donner une suite favorable à la demande de la société TRIADIS FRANCE, en

modifiant les prescriptions de l'article 8.1.6 de l'arrêté préfectoral du 15/10/2015<sup>1</sup> réglementant son installation de Rivesaltes, afin que lui soit désormais appliqué les règles qui lui seraient applicables si elle faisait d'objet d'une demande d'autorisation environnementale à la date du présent rapport.

Un projet d'arrêté préfectoral, rédigé en ce sens et pour lequel il n'est pas nécessaire de recueillir l'avis des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, est joint au présent rapport.

Rédigé par l'inspecteur de  
l'Environnement

A blue ink signature consisting of a long horizontal stroke with a stylized 'N' or 'M' shape above it.

Gilles MOLES

Approuvé par le chef de la cellule contrôles  
techniques Aude – P.-O. et environnement Sud

A blue ink signature that reads 'T. Zettwoog' in a cursive style.

Thomas ZETTWOOG

---

<sup>1</sup> Arrêté préfectoral n°2015288-0001 du 15/10/2015 autorisant la société TRIADIS SERVICES à poursuivre l'exploitation d'une plate-forme de regroupement d'huiles usagées sur le territoire de la commune de Rivesaltes.



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ORIENTALES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction des Collectivités et de la légalité  
Bureau du Contrôle de Légalité, de l'Urbanisme et de l'Environnement

Perpignan, le XX mois 2023

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° PREF/DCL/BCLUE/2023XXX-XXXX**

modifiant la prescription de l'article 8.1.6 de l'arrêté préfectoral n°2015288-0001 du 15 octobre 2015 autorisant la société TRIADIS SERVICES à poursuivre l'exploitation d'une plate-forme de regroupement d'huiles usagées sur le territoire de la commune de Rivesaltes (Code AIOT : 0006601484)

Le préfet des Pyrénées-Orientales,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du mérite,

- VU** la directive n° 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, modifiant puis abrogeant la directive 96/82/CE du Conseil ;
- VU** le Code de l'environnement ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret présidentiel du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Thierry BONNIER en qualité de préfet des Pyrénées-Orientales ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° PREF/SCPPAT/2023254-0001 du 11 septembre 2023 portant délégation de signature à Monsieur Yohann MARCON, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2015288-0001 du 15 octobre 2015 autorisant la société TRIADIS SERVICES à poursuivre l'exploitation d'une plate-forme de regroupement d'huiles usagées sur le territoire de la commune de Rivesaltes ;
- VU** le courrier du 21 février 2023 de la société TRIADIS SERVICES sollicitant une actualisation des prescriptions réglementant l'exploitation de son installation de transit de déchets dangereux (huiles usagées) implantée sur le territoire de la commune de Rivesaltes ;

**VU** le rapport n° 2023-151-PR daté du 26 septembre 2023 relatif à l'instruction de la demande de la société TRIADIS SERVICES, susvisée ;

**VU** le projet du présent arrêté transmis à la société TRIADIS SERVICES par courrier du **XX mois** 2023 ;

**VU** le courrier daté du **XX mois** 2023, par lequel la société TRIADIS SERVICES a fait part, à Monsieur le préfet, de ses observations **[de son absence d'observations]** sur ce projet ;

**Considérant** d'une part, que la demande de la société TRIADIS SERVICES n'est accompagné d'aucun projet de modification des activités qu'elle exerce et de la plate-forme de regroupement d'huiles usagées qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Rivesaltes ;

**Considérant** par conséquent, qu'il n'y a pas lieu d'apprécier si la demande de la société TRIADIS SERVICES continue ou non une modification substantielle au sens des dispositions de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

**Considérant** d'autre part, les évolutions réglementaires en matière d'obligation de révision quinquennale et d'actualisation des études de dangers pour certaines installations classées autorisées, introduites par la directive européenne du 4 juillet 2012 susvisée, transposée en droit français, notamment, par les dispositions des articles L. 515-39 et R. 515-98 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que la plate-forme de regroupement d'huiles usagées que la société TRIADIS SERVICES exploite sur le territoire de la commune de Rivesaltes, ne figure pas dans la liste des installations définies au I de l'article L. 515-32 du Code de l'environnement, auxquelles l'obligation de révision quinquennale et d'actualisation des études de dangers s'applique ;

**Considérant** par conséquent, qu'il n'y a plus lieu de continuer d'imposer à la société TRIADIS SERVICES de procéder à la révision quinquennale de l'étude de dangers de son installation de Rivesaltes ;

**Considérant** dès lors, qu'en application des dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, octroyant à Monsieur le préfet la possibilité d'atténuer les prescriptions initiales dont le maintien en l'état n'est plus justifié, les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2015, susvisé, peuvent être modifiées ;

**Sur** proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>**

Les prescriptions de l'article 8.1.6 (« Étude de dangers ») de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2015, susvisé, sont remplacées par les prescriptions suivantes :



*« L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.*

*L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.*

*L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen, et si nécessaire, d'une révision, à l'occasion de toute modification substantielle au sens des dispositions de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement*

*L'étude de dangers est actualisée à l'occasion de toute modification notable au sens des dispositions de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ».*

## **ARTICLE 2**

Les prescriptions de l'article 8.4.2 (« Analyse du Risque Foudre ») de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2015, susvisé, sont remplacées par les prescriptions suivantes :

*« Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.*

*L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministère chargé des installations classées.*

*Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.*

*Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications notables au sens des dispositions de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF ».*

## **ARTICLE 3 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Conformément aux dispositions de l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement, les décisions mentionnées aux articles L. 211-6 et L. 214-10 et au I de l'article L. 514-6 peuvent être déférées devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue Pitot – 34063 MONTPELLIER Cedex 2)

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par la société TRIADIS SERVICES, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R. 214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.



Le tribunal administratif de Montpellier peut être saisi via l'application «Télérécours citoyen » accessible à cette adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **ARTICLE 4 - EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le maire de la commune de Rivesaltes, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont une copie sera adressée :

- au maire de la commune de Rivesaltes ;
- à la société TRIADIS SERVICES ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Le préfet  
Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,

Thierry BONNIER  
Yohann MARCON